

LES VEILLÉES

DU

PÈRE BONSENS

Seconde Série.

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

No. 10.

DÉCEMBRE 1873.

CINQUIÈME ENTRETEN.

NOVEMBRE 1873.

(Suite et fin.)

Où mademoiselle Jacqueline recommence sa confession.—Souvenirs d'enfance.—Jeux innocents.—Catastrophe et interruption.—Savante dissertation médicale.—Suite de la lettre d'Ottawa.—Grand combat verbal entre Languille et Muscade.—Quenoche est pris pour juge et ne sait que décider.—Il prend l'affaire en délibéré et s'en tire par un proverbe.—Choses et autres qui remplissent la veillée.

Scholastique criant du fond de la chambre voisine :—Docteur, vous êtes une mauvaise langue. On m'a montré ce ministre à Montréal quand il arrangeait l'enterrement de Monsieur Cartier. C'est un bien joli garçon ; tiré à quatre épingles ; les cheveux bien peignés, brossés, nettement séparés—Enfin il n'y a rien à redire et c'est indigne de votre part, Docteur, de le trigauder comme vous faites.

Bistouri.—Eh ! ne vous fâchez pas, ma pauvre Scholastique, je ne veux pas le moindre mal à votre joli ministre, culbuté sans l'avoir mérité. Vous lui avez découvert des qualités auxquelles je n'avais nullement réfléchi et qui ont bien leur valeur puisqu'elles sont appréciées par la plus aimable moitié du genre humain. Je vous remercie aussi parce que vous nous avez rappelé que votre ministre favori débuta dans sa carrière officielle par les funérailles de son chef.

De Grosmont.—C'était en effet, d'un mauvais présage, satanchien.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! C'est pourtant vrai ! et cependant il y a des gens qui prétendent qu'il ne faut pas croire aux signes. Et voyez donc, un

peu ; si Monsieur Cartier n'était pas mort, Monsieur Robitaille ne l'aurait pas enterré. Et si Monsieur Robitaille ne l'avait pas enterré ils seraient peut-être tous encore ministres. Ce que c'est que les signes !

Bonsens, reprenant la lecture de la lettre.—“ Je ne te ferai pas la description “ de la mine que faisaient les autres ministres ; car, n'étant pas de nos gens, cela “ t'intéresserait peu. D'ailleurs tu peux “ bien penser qu'ils n'avaient guère la “ joie au cœur de se voir forcés d'abandonner un pouvoir qu'ils croyaient bien “ conserver autant qu'ils le voudraient, “ grâce aux millions qu'ils s'étaient autorisés à dépenser pour construire le chemin du Pacifique. Pense donc à quelle “ fête permanente ils avaient invité leurs “ partisans lorsqu'ils imaginèrent cette vaste entreprise. Songe donc à l'amertume “ profond qu'ils durent éprouver lorsque, “ par la faute de leurs chefs, qui avaient “ anticipé la récolte et fauché leurs grains “ en herbe, ils virent passer toute cette “ magnifique et grandiose bombance entre “ les mains de leurs adversaires exécrés. “ C'était à en devenir fou.

Muscade.—Oui, c'est avoir du guignon, j'en conviens. Mais pourtant tout n'est pas perdu, allez ! Ce sire John, qui vient de perdre cette belle partie, essaiera bien de prendre sa revanche ; et je ne serais pas étonné qu'avant peu il fasse dire, par ses gazettes et par tous ses limiers désappointés, par les vingt-sept moutons marqués SHA, par ses petits conservateurs qui avaient déjà le bec tout grand ouvert pour avaler des bouchées sans fin sous forme de places de commis, d'agents, d'inspecteurs, surveillants de travaux, de fournisseurs. qu'il ne faut pas se décourager et que la fortune ne peut manquer de lui sourire bientôt. Je m'attends à les voir nous dire que toute cette dépense est inutile pour le présent, trop forte pour nos moyens

qu'il vaudrait mieux attendre un moment plus propice et mille autres choses auxquelles je ne pense pas, mais qui lui tournent déjà dans la cervelle ; car je crois qu'y n'y a pas d'imites aux ruses de ce maître en rubriques.

Languille.—Oh ! ce serait pas trop fort ; car enfin c'est lui, c'est sire John, qui a imaginé cette immense route à travers bois, marais, rivières et montagnes. Quant à moi j'en ne vois pas trop comment il pourrait oser dire le contraire de ce qu'il a prêché si long-temps et que tous ceux qui le suivaient ont accepté comme parole d'évangile.

Muscade.—Oh ! il n'est pas si bête que d'aller ainsi se faire passer pour un fourbe ou un imbécile. Il ne dira pas cela lui-même ; mais il le fera souffler à l'oreille des principaux mécontents, et je ne serais pas surpris qu'avant peu, beaucoup de gens, qui ne juraient que par le Pacifique et représentaient cette entreprise comme devant nous placer au rang des premières nations du monde, hurleront à qui voudra les entendre que ceux qui veulent de bonne foi remplir les obligations prises par leurs prédécesseurs ne sont que des brigands affamés qui vont réduire leurs compatriotes à la misère et conduire le pays à la banqueroute.

Languille.—Muscade, Muscade, vous oubliez qu'y a des imites. Sûrement que si les gazettes qui ont porté aux nues le chemin du Pacifique se mettaient à le dénigrer, nul ne se laisserait prendre à une ficelle aussi visible ; personne ne les écouterait.

Muscade.—Mon cher Languille, je ne connais que deux choses où n'y a pas d'imites ; c'est la friponnerie et la bêtise du monde. Tenez, faisons une supposition. Vous êtes avocat. Vous avez souvent dans le temps des élections parlé politique aux portes des églises et par conséquent vous savez comment il faut s'y prendre pour embêter les foules. J'ai, comme je vous le disais tout-à-l'heure, je crois, quelques milliers de piastres en petits billets qui me restent de ce que le comité central m'avait donné. Eh ! bien si je vous disais : mon cher petit Languille, tout le monde convient que vous êtes le plus habile et le plus éloquent des avocats qu'on nous envoie pour éclairer le peuple ; il n'y a que vous qui puissiez nous tirer du borborygme où la corruption des chefs vient de nous empêtrer. Il n'y a que vous qui possédiez les qualités nécessaires pour sauver de la

ruine le grand parti conservateur. Tenez ; ces gros paquets d'argent sont à vous si vous voulez venir à notre secours et nous aider à renverser le ministère qui veut construire le chemin du Pacifique. Voyez, regardez tous ces billets. C'est bon ; c'est de la banque d'Allan. Que répondriez vous ? C'est plus sérieux que vous ne pensez, ce que je dis là. J'ai mon idée.

Languille.—Oh ! si vous parliez comme cela, la question changerait complètement d'aspect. D'abord je vous avouerai, entre nous, que cette entreprise du Pacifique ne m'a jamais paru bien sage vu les dépenses qu'elle doit entraîner et la distance énorme des contrées avec lesquelles on veut nous mettre en communication. Aussi, voici ce que je dirais à mes auditeurs à la première occasion : Messieurs les libres et indépendants électeurs que je vois réunis autour de moi pour vous consulter et remplir le devoir solennel, selon le droit précieux, et sacré que vous en avez, de choisir un représentant pour aller défendre vos intérêts aux conseils de la nation, je vous remercie de tout mon cœur et serai toujours fier de l'honneur que vous me faites en ce jour, l'un des plus beaux de ma vie, de m'appeler à vous adresser la parole. (Personne ne m'aurait demandé peut-être, mais cela paraît bien dans un rapport de gazette et parmi les imbéciles qui m'entendraient il n'y en aurait probablement aucun qui voudrait ou pourrait prendre la peine de me démentir.) Mais, messieurs les électeurs, quand je me vois entouré d'hommes si respectables, quand je vois tous ces visages si rayonnants d'intelligence, je me sens confus et je me demande si je n'entreprends pas une tâche inutile et sans doute au-dessus de mes forces, si je n'abuse pas enfin de vos précieux instants. (La foule crie : Non ! Non ! Parlez ! Parlez !) Eh ! bien, messieurs, puisque vous le voulez absolument, je vais vous dire quelques mots sur la grande question qui vous occupe, qui absorbe la pensée de tous les hommes sérieux, de tous ceux qui, comme vous, veulent le bien de leur patrie. Je vous dirai d'abord sans balancer et sans hésitation que l'on va vous demander des millions par centaines ; qu'on va vous arracher vos pauvres économies ; pourquoi ? Pour aller les jeter dans des savanes, incultes et incultivables. Pour vous mettre en relation avec quelques sauvages plus malheureux que vous encore. Et savez-vous ce que sont ces millions qui vont être sacrifiés ; qui vont vous être enlevés et que vous avez accumulés à si gran-

de peine ; au prix de tant de sueurs ? Non, vous ne sauriez vous en faire la plus faible idée. Eh ! bien, messieurs, faites-en le calcul et le résultat vous fera frémir d'épouvante. Sachez donc que les cent millions que l'on veut vous ravir, s'ils étaient en piastres françaises, pèseraient plus de six millions et un quart de livres ; c'est-à-dire plus de soixante mille quintaux ; qu'il faudrait plus de six mille voitures chargées pour les porter ; que ces voitures, à la suite les unes des autres, couvriraient sur le chemin une longueur de plus de huit lieues ! Allez-vous consentir à sacrifier un aussi épouvantable trésor pour enrichir un tas d'intrigants qui crient à l'économie ? Je ne le crois pas.

Muscade.—Bravo ! Bravo ! voilà comment il faut traiter la question. Quand les gens verront ce qu'on leur demande ils crieront : Non ! non ! y a des imites ! et ils voteront en masse pour nous autres.

Quenoche.—Pas si bêtes que vous croyez, gros mastadonque. Si j'étais à l'assemblée je leurs y dirais : Ce monsieur veut se gausser de nous autres. Comment pourrait-on nous prendre tant d'argent quand il n'y en a pas assez dans tout le comté pour charger la rosse qui vient de nous l'amener. Et les gens riraient assez que vous ne pourriez plus dire la plus petite parole.

Muscade.—Oui ! mais je serais-là, derrière la foule, avec une troupe de bons compagnons ayant des bâtons cachés dans leurs capots et leurs poches pleines de cailloux et je vous montrerais bientôt de quel côté est la raison. Les piastres, après ça, feraient le reste.

De Grosmont.—Oui ! voilà bien comment se conduisent nos luttes électorales depuis que règne le parti de la corruption. Mais j'espère que le gouvernement que va se choisir monsieur McKenzie mettra bon ordre et fin à tous ces scandales au moyen d'une loi d'élection qui permettra aux électeurs de donner leur vote sans que personne puisse les contrôler, les intimider ou les acheter. Quand les représentants seront élus sans fraude et librement, si nous avons une mauvaise administration ce sera notre faute, et nul ne saurait se plaindre. C'est une tâche difficile, mais, avec de la bonne volonté, du temps et de l'expérience, on vient à bout de bien des choses que l'on croyait impossibles.

Boudin.—Eh ! mon pauvre monsieur de Grosmont, je vous respecte à cause de la constance et de la franchise de vos opinions ; mais vos belles idées de réforme ne

sont que des rêves, des illusions que je ne comprends guère à votre âge. Regardez les américains, ces gens dont vous admirez tant les institutions, leurs journaux ne sont remplis que des vols commis par leurs hommes publics. Croyez-moi, il n'y a que la vieille monarchie légitime qui puisse rendre les peuples heureux.

Bistouri.—Si mon savant collègue lisait l'histoire ailleurs que dans sa gazette payée pour mentir, il saurait que les américains savent punir leurs voleurs dès qu'ils les découvrent. Les juges de New-York viennent d'emprisonner trois millionnaires. Et les curieux peuvent aller voir, au pénitencier, ces hommes qui s'étaient enrichis aux dépens de la caisse publique ; qui ne sortaient que couverts de bijoux et s'étalant dans des carrosses à quatre chevaux, aujourd'hui vêtus comme les autres condamnés, tondu et rasés court, laver leur cellule, retourner la paille de leurs couchettes et travailler en silence, comme s'ils n'avaient volé qu'une montre ou un mouchoir de poche.

De Grosmont.—Oui ! et tous ceux qui ont trempé dans l'affaire du crédit mobilier, lequel ressemble fort à notre scandale du Pacifique, ont perdu leurs élections et l'opinion publique est si forte, chez nos voisins, que si, par hasard, les législatures font de mauvaises lois elles sont bientôt forcées de les rescinder et de les remplacer par de meilleures.

Boudin.—Tout cela est bel et bon ; mais on ne voit pas de pareils scandales avec la monarchie.

De Grosmont.—Eh ! mon brave docteur, le système monarchique a eu tout le temps de faire l'expérience de son efficacité. Voyez la France, notre vieille mère. Qu'était-elle après quatorze siècles de monarchies plus ou moins absolue ? La nation divisée en nobles et en vilains, les premiers battant, pillant, emprisonnant les autres. Les rois et leurs favoris, dépensant, en infâmes, débauches que je n'oserais décrire de peur de faire rougir même nos deux amis, les docteurs, des sommes auprès desquelles nos revenus publics semblent ridicules. Qu'a fait le système monarchique pour l'Italie, pour l'Espagne dont les dernières reines furent la honte de leur sexe à cause de leurs mœurs dissolues.

Boudin.—Oh ! ce sont des contes en l'air imaginés par les révolutionnaires ; et je vous défie de trouver rien de semblable dans ma gazette. Qu'avez-vous à dire sous ce rapport contre l'Angleterre par exemple

Bistouri.—Mon savant confrère veut changer la question et ne fait que confirmer ce que dit notre ami monsieur De Grosmont. L'Angleterre est presque une république avec un monarque au lieu d'un président. A sa mort, son successeur ne monte sur le trône qu'avec le consentement dûment accordé de la législature qui fait pour ainsi dire un nouveau marché avec chaque monarque. Si par hasard l'héritier présomptif était un homme dépravé, idiot ou impopulaire; ou, si les représentants croyaient le moment venu de changer de système, ils pourraient, par une simple résolution, déclarer le trône aboli et nul descendant de la famille déchue ne pourrait y prétendre désormais au nom d'un droit indépendant du vœu de la nation.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Eh ! bien je dois dire que ça m'a l'air d'avoir bien du bon sens, et, en délibérant à part moi sur toutes ces affaires-là, je me suis souvenu d'un proverbe que répétait souvent mon grand-père et qui, si on l'écoutait davantage épargnerait bien du trouble : *Le Soleil luit pour tout le monde.*

Module criant :—Veux-tu bien te taire, mon garnement ! Si chacun fait un discours à propos de rien nous ne saurons jamais la fin de la lettre. J'ai hâte de la connaître pour m'aller coucher. Continuez donc, monsieur Bonsens.

Bonsens lisant :—“ Enfin, après une dernière journée d'attente un des députés annonça qu'un ministère était formé et il en publia la liste. Il y a des Maes, il y a des Scott, il y a des Smiths, il y a toutes sortes de noms anglais et peut-être écossais que je ne pus saisir qu'à la volée et dont je me souviens à peine ; mais que tu trouveras sans doute dans les journaux que tu reçois et qui t'en porteront la nouvelle aussi tôt, probablement, que la présente ; car, de nos jours, on ne peut guère tousser ou éternuer sans que des espions de journalistes n'en informent l'univers entier.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Eh ! bien ce qu'il dit là est vrai et c'est une véritable pitié que de penser combien il faut peu de chose pour amuser les gens qui n'ont pas d'autre esprit que celui qu'ils prennent dans leurs gazettes. Ainsi je ne puis plus aller au grand marché du Moréal sans que tout le monde me crie *t'as qu'à voir !* Je vous demande ce qu'il y a de drôle là-dedans. Ah ! si je connaissais celui qui m'a joué ce tour de me mettre ainsi sur le papier, je lui dirais tout net ce que je pense

de lui. Mais enfin, monsieur Bonsens, c'est toujours avoir bien du guignon que de venir ici pour savoir ce qui s'est passé à Ottawa et, qu'après tout, votre ami ne se souviennent pas des noms des ministres. Il me semble à moi qu'à sa place j'aurais toujours bien reconnu les canadiens du pays qui sont dans le nouveau gouvernement.

Bonsens.—Eh ! mon cher Quenoche, si tu ne m'avais pas interrompu, tu les saurais déjà. Je continue :—“ Parmi les noms qui surtout frappèrent mon oreille sont ceux de McKenzie, de Blake ; mais ceux qui chatouillèrent agréablement à la fois et mon oreille et mon cœur furent ceux de Dorion, de Fournier, de Letellier que j'avais entendus si souvent prononcer comme ceux d'amis de notre cause, de défenseurs infatigables du bon droit, que j'avais entendu si souvent vilipender, calomnier, par les insulteurs à gages du parti déchu, mais qui recevaient enfin la récompense due aux honnêtes, aux constants, aux fidèles.

Boudin.—Beau gouvernement ! Beaux ministres ! Où est leur fortune pour oser ainsi se charger des affaires de notre pays ?

Bonsens.—Eh ! mon pauvre docteur ; ce n'est guère parmi les opulents qu'il faut aller chercher les hommes assez désintéressés pour s'occuper de politique. Trente ans de travaux ardu, dans une opposition qui combat un gouvernement sans scrupules n'enrichissent guère ceux qui n'ont que le patriotisme pour mobile. Mais, dites-moi, mon ami, où était la fortune de ceux que vous avez tant admirés. Votre grand Cartier ?

Bistouri.—Il roulait carrosse à même le salaire que lui payait le Grand Tronc.

Boudin.—Cela prouve combien l'on estimait ses services.

Bonsens.—Et votre Langevin qui s'est vanté, devant la commission royale, de n'avoir pas le sou vaillant ?

Bistouri.—Oui, mais qui, si l'on en croit la rumeur publique, se retire avec une magnifique fortune.

Boudin.—Cela prouve chez lui beaucoup d'économie, admirable qualité chez un ministre.

Muscade.—Economic ! économie ! c'est très-beau, je n'en disconviens pas ; mais sur un salaire de six mille piastres faire des économies de plus de six mille louis par an, ça me paraît fort, très fort ; car enfin, y a des imites.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir !

Bonsens.—Et puis, docteur, votre con-

frère, le ministre Robitaille, avait-il donc un tel renom dans sa profession qu'il s'y soit enrichi ? J'avoue ne le connaître ni d'Eve ni d'Adam.

Bistouri.—Je n'en sais guère plus long moi-même ; on dit seulement qu'une alliance avantageuse l'a suffisamment pourvu. En tout cas il faut qu'on n'ait pas cru le ministère en bien grand danger puisqu'on l'y avait appelé.

Boudin.—J'ignore sa science professionnelle ; mais vous ne nierez pas enfin qu'il ait, de l'aveu même de mon jeune collègue, fait preuve de prévoyance. Or la prévoyance me semble, pour un administrateur, la vertu capitale. Qu'avez-vous à dire contre mes ministres qui résumaient en eux toutes les aptitudes désirables : Talents ! Économie ! Prévoyance ! Eh ! puis, puisqu'il s'agit de fortune n'avons-nous pas eu monsieur Rose qui s'est retiré de notre gouvernement pour se faire banquier. N'était-il pas riche celui-là ?

Languille.—Trop riche, peut-être !

Bistouri.—Oui, et je me suis laissé dire qu'il a par trop manipulé les millions destinés au chemin-de-fer intercolonial, au point que les ministres d'Angleterre, qui ont garanti l'emprunt que nous avons fait pour cette route, s'en sont tellement plaint qu'il a dû quitter le ministère.

Muscade.—Ils lui avaient dit probablement ; y a des imites.

Quenoche.—Oh ! c'était un anglais ! tout leur est permis ; y a pas d'imites pour ces écossois.

Boudin.—Mais enfin, qu'ont fait vos nouveaux ministres pour que vous en soyez si fiers ? Où est leur programme ?

De Grosmont.—Satanchien, docteur, vous êtes bien difficile ! Eh ! bien, permettez-moi de vous dire qu'ils n'ont guère besoin de programme, les hommes qui ont passé leur vie à défendre à toute heure, en tous lieux, de leur plume, de leurs paroles et de leurs actions, la cause du peuple. Qui ont combattu la fraude, la tyrannie, ouverte ou cachée ; sacrifiant le présent, risquant leur avenir. Qui ont arraché péniblement, à des adversaires sans vergogne, pas à pas et les unes après les autres, les quelques libertés dont nous jouissons, libertés qu'on ne nous accordait que lorsqu'il était impossible de les refuser davantage et en s'appliquant aussitôt à les entraver de mille manières quand on ne pouvait les retirer entièrement. Qui ont affronté cette presse hargneuse toujours prête à torturer leurs actions, et jusqu'à la pensée qui les

faisaient agir, à tarir même, autant qu'il lui était possible, par un dénigrement perpétuel et systématique, jusqu'à leurs moyens d'existence. De tels hommes, je vous le demande, ont-ils besoin d'un programme ? Ne nous ont-ils pas donné d'assez fortes preuves de probité et de patience pour que nous en puissions avoir à notre tour ? Ne savons-nous pas que tout ce qu'ils entreprendront n'aura pour but que de justifier leurs doctrines passées et que, pour eux, déployer tout-à-coup le plan de la campagne régénératrice qu'ils vont entreprendre, ce serait donner maladroitement des armes à leurs malhonnêtes et impitoyables ennemis.

Languille.—Monsieur De Grosmont, recevez mes félicitations empressées et sincères. Je n'eusse pas, en vérité, mieux fait moi-même. Je l'avoue en toute humilité.

François.—Eh ! bien, il n'est pas gêné, notre petit avocat. Un blanc bec comme ça, qui se compare à monsieur satanchien ! C'est comme si j'allais, après la messe, dire à notre vénérable prêtre : Ah ! monsieur le curé, que vous nous avez fait un beau sermon ! Vous avez presque aussi bien prêché que j'aurais fait moi-même !

Jean Claude.—Oui ! un beau gas d'avocat, qui croit que parce qu'il vient de la ville, à cause qu'il a la langue bien pendue et sait parler en termes, il peut nous emmiauler, nous autres pauvres habitants. Qu'il y vienne, à la prochaine élection, parler contre nos ministres ! Ils sont à nous ceux-là. C'est pas des ministres pour l'Angleterre. Qu'il y vienne ; les ventres de bœuf du chemin de ligne ne sont pas loin.

Quenoche.—C'est bon, Jean-Claude ! C'est bon, François ! Chouxe ! Chouxe !

François.—Ne crains rien ; je n'en ai plus peur. Nous en ferons, s'il jase trop, un bon compagnon du bain.

Muscade.—Eh ! mes braves garçons, arrêtez vous donc. Ne vous jetez pas ainsi tous sur un seul. Y a des imites. Notre ami monsieur Languille sera j'en suis sûr de votre bord ; il va marcher avec le bon parti, avec nous autres. Vous verrez comme il va sabrer les conservateurs de l'opposition.

Quenoche.—C'est que, voyez-vous, à présent que nous sommes dans le gouvernement, nous ne permettrons pas à tout le petit monde de venir avec nous. Il ne nous faut que des hommes francs du collier et il n'y en a pas un saccage de c't'es-pèce-là. Hourrah pour les solides ! Hourrah pour nous autres !

Boudin.—Je ne vous blâme pas, mes bons voisins, d'être joyeux de votre victoire, vu que ça ne vous arrive pas souvent. Mais ne chantez pas trop avant d'être sortis du bois. Et ma gazette que je viens de parcourir me donne à entendre que vous pourriez bien ne pas garder le pouvoir très longtemps. Votre ministère ne commence pas déjà si bien. Il débute par des innovations subversives. Il accepte par exemple, dans ses rangs, monsieur Blake, sans portefeuille et sans salaire ! Un ministre sans portefeuille. Mais, songez-y donc, c'est comme un médecin qui n'aurait pas de lancette. Un ministre qui ne veut pas de salaire, c'est comme un docteur qui ne se ferait jamais payer. Tout le monde le regarderait comme un charlatan. Tenez, ces nouveautés ne présagent rien de bon. Elles ne m'apparaissent que comme les fruits de vos abominables doctrines libérales.

Bonsens.—Mon cher docteur, ne vous alarmez pas pour si peu de chose. Il est tout naturel que les nouveaux ministres aient désiré, que dis-je, exigé qu'un homme comme Mr. Blake, dont les talents sont reconnus par tous les partis, qui a rendu de si grands services à la cause libérale, qui peut en rendre de plus précieux encore au pays tout entier, prenne rang avec eux dans le conseil. Ses affaires personnelles et des engagements préalables ne lui permettent pas de consacrer tout son temps à la direction de l'un des départements du service public ; mais, comme il devra dans la Chambre des Communes, prendre la défense des mesures ministérielles ; qu'il en partagera la responsabilité, il n'est que juste qu'il ait, au conseil, une voix délibérative. Or, ceux qui le composent étant, par suite d'une coutume, dont je ne vois guère pour ma part l'absolue nécessité, liés, sous le sceau du serment, au secret sur ce qui s'y passe, Mr. Blake ne pouvait connaître les décisions du conseil sans en faire partie. Mais comme il ne peut dévouer tout son temps aux affaires publiques, il ne reçoit point de salaire. Je ne vois guère de danger dans un tel arrangement, d'autant plus qu'il n'est pas très probable que cet exemple soit contagieux.

Bistouri.—Non pas ; surtout si les conservateurs revenaient au pouvoir, ainsi que le souhaite avec ferveur et l'espère en toute sincérité mon savant confrère.

Boudin.—Certainement, car jamais nos chefs n'ont commis l'abus de servir sans

rémunération, au risque de mettre ainsi notre constitution en danger.

Languille.—Ils auraient plutôt pris dix gros salaires pour ne rien faire du tout, que de prodiguer ainsi gratuitement un génie de l'ordre de celui de monsieur Blake.

Boudin.—Tout cela peut vous paraître excellent ; mais un tel désintéressement est à mes yeux fort suspect. Il doit y avoir là-dessous quelque subterfuge révolutionnaire ; une conduite aussi libérale n'est due, croyez moi, qu'à quelque noire inspiration des démons du libéralisme. J'en suis tout ahuri tant ma gazette en est abasourdie.

Bistouri.—Eh ! vous n'étiez pas si suffoqué, confrère, quand votre grand homme, votre fétiche, votre sublime, votre cher sire George Cartier tenait deux portefeuilles et touchait deux salaires.

Boudin.—Jamais ! au grand jamais ! Que voulez-vous dire ?

Bistouri.—Eh ! n'a-t-il pas eu très longtemps le portefeuille de procureur général du Canada et celui de procureur particulier du Grand Tronc ! Ne touchait-il pas deux salaires : sa paie comme ministre et ses honoraires d'avocat ?

Boudin.—Certes ! il le méritait bien.

Languille.—Sans doute puisqu'en sa qualité de conseil du Grand Tronc il conseillait à cette compagnie de demander de l'argent au parlement et qu'en sa qualité de conseiller exécutif il conseillait au parlement de donner de l'argent au Grand Tronc. Et, chose merveilleuse, toutes les parties suivaient ses conseils. Quand donc aurai-je pareils clients !

Muscade.—Hélas ! mon pauvre Languille, je crains fort que ces beaux temps ne soient passés pour ne plus revenir. Y a des imites.

Boudin.—Messieurs, je vous souhaite toutes sortes de prospérités avec le nouvel équipage, un peu trop fougueux pour mon goût, que vous attelez au char de l'Etat. Tâchez de ne pas verser en route. Vous avez parmi vos ministres deux hommes, messieurs Dorion et Letellier qui ne me présagent rien de bon, attendu qu'ils sont déjà montés au pouvoir et n'ont pas su s'y tenir. L'un voulait aller trop vite et l'autre ne voulait point aller du tout. Et puis, chose absolument ridicule, ils voulaient apporter dans les affaires publiques la probité et les scrupules qu'on leur reconnaît dans leur conduite privée ! Absurdes ! Tous deux absurdes. L'un est ce monsieur Dorion que je connais assez, Dieu merci,

car d'un bout à l'autre de la province son parti ne jure que par lui. On l'appelle le chef du parti libéral ! Ça me suffit. L'autre est cet écervelé dont monsieur de Gros-mont nous parlait tantôt et qui fait fi des précédents britanniques. Ça me suffit aussi. Quant au troisième, ce monsieur Fournier, je ne le connais pas, quoique ma gazette l'ait souvent traité.....comme il le mérite sans doute. C'est probablement quelque petit avocat d'hier et de la petite potée, un de ces petits criards

De Grosmont, se levant tout-à-coup et dominant ceux qui l'entourent, de toute sa haute taille, que l'indignation redresse : Arrêtez, docteur ! Je ne permettrai pas qu'on traite ainsi l'un de mes amis les plus nobles, les plus dignes. Vous ne le connaissez pas ? Je vous pardonne alors. Eh ! bien, satanchien, je vais vous le faire connaître. Apprenez donc que ce petit avocat, comme vous l'appellez ; ce monsieur Fournier, eût pu, dès longtemps, (s'il eût voulu faire seulement quelques courbettes à vos chefs conservateurs,) honorer de sa présence le banc d'où se dispense la justice ; car l'un de vos anciens chefs et amis, feu Sir Louis-Hypolite Lafontaine, qui devait s'y connaître, et dont vous ne récuseriez pas le témoignage, l'appelait un jour, devant moi, moi qui vous parle, le premier jurisconsulte de notre province. Il eût pu siéger dès longtemps au milieu de vos ministres, s'il eût consenti seulement à se coaliser avec eux, c'est-à-dire à se mésallier. Mais, non ! l'inébranlable fermeté de ses principes, ses refus réitérés de pactiser avec le mal, amentèrent contre lui les intrigants qui l'enviaient, les traîtres pour qui sa vie politique sans tache était une sanglante satire, un reproche permanent. La fraude, la violence, la calomnie, les ineptes préjugés lui fermèrent longtemps la carrière parlementaire. Mais enfin, le peuple, qui a des instincts sûrs qu'on peut dérouter, endormir parfois, mais qui finissent toujours par se réveiller et se faire jour ; le peuple le vit grand de tous les méfaits des pigmées qui l'avaient écrasé ; le peuple, las des fourbes à fracas, alla tirer l'honnête homme de l'honorable retraite qu'il s'était imposée. Il fut élu aux deux chambres, sans l'avoir demandé, par deux comtés de notre vieux district de Québec, qui réhabilitèrent ainsi d'une manière solennelle, le persécuté, le proscrit, et rendirent enfin la joie et l'espérance aux vieux patriotes, qui comme moi, comme toi Bonsens, avaient si longtemps baissé la tête.

Quenoche.—En effet, monsieur de Gros-mont, vous me paraissez tout ragaillardi, tout rajeuni. Comme disait mon arrière-grand-père : Age n'a prise sur noble cœur.

Boudin.—Tout cela est bel et bon ; mais enfin vous ne me dites pas ce qu'a fait pour le pays votre grand homme.

De Grosmont.—Eh ! quel bien peut faire un homme seul, quand il en est tant qui ne veulent que le mal. Néanmoins il suffit quelquefois de trouver une seule idée dans le silence de l'étude et de la semer au loin pour qu'il en naisse de vastes conséquences. Je puis vous en donner un exemple, monsieur le docteur. Un soir, (il y a déjà de cela long-temps) un soir donc, tandis que vous étiez peut-être à vous bercer nonchalamment en fumant votre pipe et regardant sans y rien découvrir les gracieuses ondulations de la fumée que vos lèvres en chassaient, un homme, justement ce monsieur Fournier, notre Fournier, satanchien, jeune encore alors, devisait avec un sien ami qui me l'a raconté lui-même, auprès d'une table chargée de journaux et de livres. Ils ne fumaient ni l'un ni l'autre ; aussi pour passer le temps ils se mirent à discuter un programme politique pour le parti libéral auquel tous deux appartenaient. Parmi les points nouveaux qui appelèrent leur attention l'idée de l'abolition de la tenure seigneuriale jaillit tout-à-coup entr'eux et, d'un commun accord, ils rédigèrent une sorte de manifeste qui s'adressait au bon sens et à l'esprit de justice de notre peuple tout entier. Ce n'était pas une spoliation violente qu'ils proposaient ; mais seulement un sacrifice commun, une contribution générale dans l'intérêt de tout le monde, pour la libération du sol, sans léser les droits acquis. Ce manifeste lancé dans le pays sans fracas, sans même l'appareil ordinaire d'une longue liste de signatures approbatrices, surprit par sa simple logique, par sa candide honnêteté et s'empara bientôt des sympathies populaires. C'est ainsi que prit naissance une mesure que d'autres, placés dans des circonstances plus favorables, menèrent à bien et pour laquelle ils reçurent les applaudissements, du reste mérités, de la foule. Les auteurs originaires de cette grande réforme demeurèrent volontairement ignorés et vous n'en eussiez jamais rien su sans doute si je ne vous avais fait part d'un de mes vieux souvenirs.

Quenoche.—Merci, monsieur De Gros-mont et quand vous verrez ce monsieur Fournier présentez-lui mes respects et à

sa Dame ainsi qu'à leurs petits enfants s'ils en ont ; de la part de moi, de ma Module et de ses petits Quenochon et Minouche et de tous ceux que la providence nous enverra encore ; nous lui devons bien ça si c'est lui qui est cause que je suis seul roi et maître sur la terre de mon père. Quant à moi je vais dès ce soir casser ma pipe. Je fume trop. C'est pour ça qu'il ne me vient pas de ces idées qui font du bien à tout le monde. Or comme disait ma grand'mère : Une bonne tête vaut mieux que cent bras.

Boudin.—Quoique mon grand chef, mon noble sire George, soit un de ceux qui ont parachevé la mesure tant vantée de l'abolition du droit féodal, je ne suis pas un grand admirateur de ce changement. C'est la tenure seigneuriale qui a le plus contribué à conserver nos terres entre les mains de nos habitants canadiens ; car les étrangers en eussent acquis davantage s'ils n'avaient pas en horreur ce système auquel ils ne sont pas habitués.

De Grosmont.—Vous pouvez avoir quelque peu raison ; mais je dois vous dire que monsieur Fournier et son ami avaient, dans leur projet primitif, paré à l'inconvénient que vous signalez. Ils avaient proposé d'exempter de la vente, par autorité de justice, toute terre commuée et libre d'anciennes hypothèques, portant la maison habitée par la famille. De cette manière il n'y avait injustice pour personne et l'on eût assuré, du moins autant qu'il est humainement possible, la propriété entre les mains des canadiens et mis à l'abri les enfants contre l'extravagance ou la mauvaise conduite de leur père ; contre la rapacité des usuriers. Mais cette réforme ajoutée à l'idée première, parut par trop révolutionnaire ; aussi fut-elle mise de côté.

Boudin.—Et l'on a bien fait, car enfin comment pourrais-je me faire payer de mes soins et de mes drogues si coûteuses, après une longue maladie ?

Quenoché.—Vous avez qu'à voir ! Ah ! c'est pour ça que vous voulez que nous autres, les habitants, nous conservions nos terres ! C'est pour être sûr d'être payé. C'est de cette façon que vous êtes conservateur ! Eh ! bien, j'aime mieux les choses que vous appelez les lubies des libéraux ; ça me paraît plus honnête. Mais vous ne vous corrigerez jamais, j'en ai grand'peur ; car, comme disait mon arrière grand'père : La nature tire plus fort que sept bœufs.

Muscade.—Ah ! ça, Quenoché, tu ne parles plus que par proverbes. Où diable

pêches-tu tout ce que tu nous chantes ce soir ? Tu parles ; tu fais le savant ; tu fau-raudes comme si la terre t'appartenait. Prends-y garde : Y a des imites.

Quenoché.—Que voulez-vous, depuis que nous sommes au pouvoir, je ne me possède plus. C'est enfin nous autres qui allons mener le vieux carrosse, que le docteur Boudin appelle *le Char de l'Etat*. Gare de devant, vous autres les battus ! Faites place, ou sinon, vli ! vli !..... mais je ne souffle plus mot, de peur que vous ne disiez comme l'oncle de ma grand'mère : C'est la plus mauvaise roue de la voiture qui crie le plus fort.

Languille.—Mais avec tout cela nous n'avons pas entendu la fin de la lettre de monsieur Bonsens.

Bonsens.—Oh ! ce n'est guère la peine de vous la lire. Il ne reste que quelques mots qui ne vous intéresseront guère. Voici comment il termine. (Il lit :)—“ Une fois la liste des ministres donnée, la Chambre se rendit au Sénat, où l'attendait le gouverneur-général, pour la pro-roger. J'allai faire mon sac et me disposer à partir pour aller de nouveau vaquer à mes affaires, tout en songeant avec inquiétude à la rude tâche que nos amis se sont imposée. Faire le bien après tant de mal. Braver la critique malveillante et injuste d'adversaires tombés par leur propre faute. Satisfaire des ambitieux dont les prétentions sont en raison inverse de leur mérite. Faire dix ingrats et mille mécontents. Hélas ! me dis-je, en fermant ma lettre, combien nous sommes heureux, mon ami Bonsens et moi de cette médiocrité qui nous met à l'abri de l'envie, et nous permet de faire quelque bien sans qu'on ait le droit de nous reprocher de n'en pas faire davantage.”

Ton vieil ami,

ANNONCES.

Les Veillées du Père Bonsens se vendent 3 cents par livraison. Les personnes de la campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourront adresser à l'éditeur propriétaire, N. AUBIN tiroir No. 36, bureau de poste, ou au No. 87 rue St. Jacques, Montréal, une somme quelconque et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant ait été épuisé. L'envoi équivaudra à un reçu.

A la ville, le journal est à vendre dans tous les dépôts et par les porteurs de journaux.

Vente en gros au No. 87, rue St. Jacques.